

Urgent, tous ensemble, de les faire passer à la caisse

La crise dite des subprimes, ou prêts hypothécaires à risque, n'en finit pas avec ses secousses. La catastrophe financière pourrait virer à la catastrophe économique. Si personne ne peut lire dans les boules de cristal, quelques évidences sautent aux yeux.

Les victimes à ce jour, ce sont des milliers de ménages américains modestes qui ont déjà perdu leur maison ou sont étranglés par les dettes, des milliers d'autres, salariés de banques et de sociétés de crédits du monde entier qui ont été licenciés ou vont l'être, parce que leurs patrons avaient cru trouver dans ces crédits immobiliers une source à court terme de profits mirifiques. Dans le quartier des affaires de Londres, au moins 10 000 licenciements sont prévus d'ici la fin de l'année 2008. Un certain nombre de banques européennes, la Northern Rock britannique nationalisée en février, la première banque suisse UBS, la banque Natixis en France, filiale commune des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, préparent des milliers de licenciements.

Mais si les plus pauvres sont abandonnés sur le trottoir, les banques, elles, sont aidées par des fonds publics qui viennent à la rescousse. Avec l'argent de nos impôts ! Depuis août 2007, la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne, la Banque nationale suisse, les Banques du Canada et d'Angleterre se sont associées pour abreuver les marchés financiers de liquidités. Etats et Banques centrales multiplient les interventions pour tenter de rétablir la confiance des milieux financiers... ou confirmer la panique ! Qui ose parler de « démission de l'Etat » ? Au service des riches, jamais !

Certes, il n'y a pas d'argent pour les services publics, la santé, l'éducation nationale, pour les retraites ou les salaires. Pas d'argent pour les besoins de la population. Mais pour éponger (et encourager) les frasques des banquiers internationaux, les milliards sont là.

C'est d'autant plus choquant que ces banques, et les multinationales qui leur sont adossées, réalisent des bénéfices record. Pour ne prendre que l'exemple

français, la BNP, le Crédit mutuel, la Société générale, Dexia et les groupes Banque populaire, Caisse d'épargne et Crédit agricole ont réalisé de 2004 à 2006 un résultat cumulé de quelque 50 milliards d'euros. Profits mirifiques aussi pour la SNCF, Renault, Peugeot et autres L'Oréal.

Mais nos salaires ? Nos retraites ? Nos emplois, du public ou du privé ? Tout est à la baisse. Sauf la colère qui monte.

L'actualité est marquée par des actions malheureusement éparses. Des caissières de supermarchés expriment leur ras le bol d'avoir à survivre avec 950 € par mois. Des profs des lycées et collèges tentent opiniâtement de résister à un plan de réduction de dizaines de milliers de postes pour l'année (bonjour les dégâts pour les enfants !). Les retraites ont déjà toutes subi un allongement des annuités et une réduction sévère de leur montant, mais le gouvernement s'apprête à les rogner encore, et nous faire cotiser 41 ans ! Sarkozy et sa clique se prétendent droits dans leurs bottes pour continuer leurs sales coups, baptisés « réformes ».

Et en face, leurs prétendus opposants de gauche, fiers d'avoir gagné les municipales et de concentrer l'essentiel des pouvoirs locaux, n'avancent pas la moindre mesure radicale pour préserver notre sort. Tout ce qui intéresse les Royal, Delanoé, Fabius ou Aubry, c'est de rivaliser pour la direction du parti socialiste et, à terme, décrocher la candidature aux présidentielles de 2012 ! Tandis que les directions syndicales, même quand elles appellent à une journée comme celle de défense des retraites samedi prochain 29 mars, ne lorgnent que sur les miettes qu'elles peuvent tirer pour elle-même de négociations « bidon » avec le patronat.

Fort heureusement, nous ne perdons pas de vue que les bouleversements qui ont marqué l'histoire sociale et politique, et ont changé le sort des classes populaires, n'ont jamais été impulsés par des appareils politiques ou syndicaux totalement résignés à ce système. Ils sont toujours venus d'un sursaut d'« en bas », de nous tous, quand la goutte d'eau fera déborder le vase.

Dacia montre l'exemple

150 € d'augmentation de salaire. C'est la principale revendication des 12 000 salariés de Dacia majoritairement en grève depuis lundi 24 mars.

Alors qu'en Roumanie le salaire moyen mensuel est de 325 € net, il n'est que de 285 € brut chez Dacia, où 2 500 salariés touchent même moins de 212 €.

En présentant les résultats du groupe, Carlos Ghosn avait vanté les succès de la Logan et de ses 6 % de marge opérationnelle.

Une marge réalisée en partie grâce à l'exploitation de nos collègues roumains.

Mauvais rap à la DIAM

Beaucoup de blabla à la dernière convention de la DIAM. A part la suggestion d'un salarié qui a laissé la direction sans voix : s'inspirer des RCC véhicules (Règles de Conception et de Contrôle) pour les conditions de travail.

M² par poste de travail, effectifs, charge de travail, embauche des prestataires et des apprentis...

Dans ce domaine, la seule règle et le seul discours, c'est la réduction des budgets.

DREAM bling bling

Après le grand show de juin dernier avec les pilotes de F1 et le gymnase de Guyancourt transformé en salle de rédaction où chaque salarié devait se transformer en journaliste, la direction de la Recherche s'offre Annie Lemoine pour son journal interne « Dream On ».

A la DREAM, le seul budget qui n'est pas en baisse, c'est celui de la communication.

Le droit à l'erreur version Renault

Renault vient de licencier un technicien de RS³, la direction du développement informatique basé au Plessis Robinson, pour « insuffisance professionnelle ». Mal noté à son entretien individuel, sa hiérarchie lui avait infligé un « plan de progrès », ce qui l'avait conduit en dépression.

Ce licenciement est aussi un avertissement lancé par la direction à tous les salariés.

« Chaque salarié a droit à l'erreur » avait lancé Carlos Ghosn suite aux suicides au TCR. Dans la réalité, les méthodes de management n'ont pas changé.

Carotte, Radotage, Paillettes et Vaseline

Lors de la dernière convention du CRPV, les directions du Centre de Réalisation des Prototypes Véhicule et de la DDIV n'ont pas tari d'éloges sur l'année passée. Il s'agissait surtout d'éviter les sujets qui fâchent : charge de travail, congés, mobilités ou évolution de carrière bloqués, etc.

Un seul message : « Vous avez été les meilleurs en 2007. Faudra être encore plus performants en 2008 ! ».

Règle n° 1 : toujours se méfier quand la direction vous fait trop de compliments.

Plus ça change, plus c'est pareil

En à peine 4 ans, la DMC (Direction des Méthodes de Conception) est devenue la DME (Direction des Méthodes d'Ingénierie), puis la DMI (Direction des Méthodes d'Ingénierie), et enfin cette année la DSI (Direction des Systèmes d'Ingénierie).

Les noms et les directions passent, les problèmes d'effectifs et de charge de travail demeurent.

Reprendre c'est voler

19 collègues de la DIEC se sont vus réclamer un an de trop perçu sur leur paye. Suite à une erreur, ils avaient touché deux fois leur augmentation individuelle 2007.

Renault réussit à être doublement mesquin. Une fois en donnant des augmentations qui, même doublées ne vont pas loin, une fois en les reprenant !

Travailler plus pour gagner pas grand-chose

Dans la foulée du « travailler plus » de Sarkozy, Renault a ouvert la possibilité de se faire payer les jours de CTI (Capital Temps Individuel).

Les sommes payées seront exonérées de cotisations sociales (sauf CSG/CRDS) ce qui est surtout un avantage pour le patron. Par contre, les salariés auront le droit de payer des impôts dessus.

Au passage, on apprend que les CTI moyens sur le groupe sont de 43 jours, avec des pointes à 58, voire 64.3 comme à Cléon, c'est-à-dire 3 mois de congés à prendre par salarié.

La direction nous fait bosser à un rythme délirant et profite des mesures gouvernementales pour essayer de vider les CTI à bon compte.